



CHAPITRE 23

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans
l'industrie de la construction et concernant la
représentativité de certaines associations représentatives

[Sanctionnée le 4 décembre 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L.R.Q.,
c. R-20,
a. 12,
remp.

1. L'article 12 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) est remplacé par le suivant:

Rapport
trimes-
triel.

«**12.** L'Office doit transmettre au Comité un rapport trimestriel certifié conforme par un comptable agréé résidant au Québec de ses revenus et dépenses.».

L.R.Q.,
c. R-20,
a. 28,
remp.

2. L'article 28 de cette loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 58 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

Demande
de consta-
tation de
repré-
sentativité.

«**28.** Seuls la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (INTERNATIONAL), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ—CONSTRUCTION) et le Syndicat de la construction Côte Nord de Sept-Îles Inc. peuvent faire constater leur représentativité en présentant à l'Office une demande à cette fin au cours du huitième mois qui précède la date d'expiration du décret.».

L.R.Q.,
c. R-20,
a. 32,
mod.

3. L'article 32 de cette loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 58 des lois de 1978, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Excep-
tion.

«Le troisième alinéa ne s'applique pas pour le premier scrutin tenu après le 4 décembre 1980 en vertu du premier alinéa.».

L.R.Q.,
c. R-20,
a. 109,
remp.
Applica-
tion,
L.R.Q.,
c. D-2, aa.
40 à 52.

4. L'article 109 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**109.** Les articles 40 à 52 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

Prescrip-
tion de la
poursuite.

«**109.1** Une poursuite ne peut être intentée en vertu de la présente loi, des règlements ou d'un décret plus de douze mois après la date à laquelle l'infraction a été commise.

Avis au
contre-
venant.

«**109.2** Sauf en cas de récidive dans les deux ans, aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi, de ses règlements ou d'un décret à moins que le procureur général ou, selon le cas, l'Office n'ait adressé par la poste au contrevenant un avis préalable décrivant l'infraction et spécifiant l'amende minimum, le montant des frais et l'endroit où le paiement doit être fait dans les dix jours suivant l'avis.

Paiement.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Présomp-
tion de
culpabilité.

Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Responsa-
bilité
civile.

Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Défaut
d'avis.

Le défaut de recevoir l'avis requis par le présent article ne peut être invoqué à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été envoyé, ni d'en faire la preuve. Mais si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite qu'il n'a pas reçu cet avis, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

Frais.

Le montant des frais prévu au premier alinéa est déterminé par règlement du gouvernement.».

SECTION II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Interpré-
tation:

5. Aux fins de la présente loi, on entend par:

«associa-
tion»;

«association»: un groupement de salariés qui est constitué en syndicat professionnel, union, fraternité, ou autrement et qui est affilié au Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (INTERNATIONAL), le 26 septembre 1980, ou qui à cette date n'est pas affilié à ce conseil mais l'était au 1^{er} janvier 1979;

«Office»;

«Office»: l'Office de la construction du Québec;

«salarié». «salarié»: un salarié au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction qui, le 26 septembre 1980, est représenté par une association et détient la carte visée dans l'article 36 de cette loi ainsi que le certificat de classification délivré en vertu du Règlement relatif au placement des salariés dans l'industrie de la construction.

Représentativité établie par scrutin secret.

6. Dans le but d'établir, aux fins de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction la représentativité du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (INTERNATIONAL), ci-après désigné «le Conseil», et celle de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ—CONSTRUCTION), ci-après désignée «la Fédération», chaque association doit, conformément à ses statuts et ses règlements, tenir un scrutin secret parmi les salariés qu'elle représente lors d'une ou plusieurs assemblées convoquées à cette fin au cours de la période allant du 23 février 1981 au 8 mars 1981.

Déroulement.

L'Office surveille le déroulement de ce scrutin.

Assemblée.

Une association doit, avant le 19 janvier 1981, aviser par écrit le président de l'Office de l'heure, de la date et du lieu de la tenue d'une assemblée; l'Office prend alors les mesures nécessaires pour informer les salariés de la tenue de cette assemblée.

Assemblée.

Dans le cas où il est impossible de tenir une assemblée conformément à l'avis transmis au président de l'Office, une association peut, au plus tard le 8 mars 1981, tenir une assemblée à l'heure, à la date et au lieu autorisés par le président de l'Office.

Liste des salariés d'une association.

7. Une association doit, avant le 20 décembre 1980, transmettre au président de l'Office les nom, prénom et adresse de tous les salariés qu'elle prétend représenter.

Confection de la liste des salariés par l'Office.

8. L'Office dresse, pour chacune des associations, après l'avoir consultée, la liste des salariés qu'elle représente et il peut, à cette fin, tenir compte des renseignements transmis en vertu de l'article 7.

Inscription unique.

Un salarié ne peut être inscrit que sur une seule liste.

Liste irréfragable.

Chaque liste établit de façon incontestable le nom des seuls salariés aptes à voter lors du scrutin prévu à l'article 6 et, pour les fins des articles 14 et 15, le nom de l'association à laquelle ils appartiennent.

Transmission de la liste des salariés et carte d'identification.

9. L'Office doit, avant le 31 janvier 1981, transmettre:

1° à chaque association, la liste visée dans l'article 8;

2° à chaque salarié dont le nom apparaît sur une liste visée dans l'article 8, une carte qui l'identifie comme votant aux fins du

scrutin prévu à l'article 6 et qui mentionne ses nom et prénom, son numéro d'assurance sociale et, pour les fins des articles 14 et 15, le nom de l'association qui le représente.

L.R.Q.,
c. R-20,
a. 31,
exception.

10. Les prohibitions édictées par le premier alinéa de l'article 31 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ne s'appliquent pas, au cours de la période allant du 9 au 22 février 1981, pour les fins du scrutin prévu à l'article 6.

Choix.

11. Tout salarié peut, par son vote lors du scrutin tenu en vertu de l'article 6, choisir le Conseil ou la Fédération.

Difficulté
relative au
déroule-
ment du
scrutin.

Un représentant de l'Office assiste au scrutin. Il tranche toute difficulté relative au déroulement de ce scrutin notamment quant à l'aptitude d'un salarié à voter et au dépouillement du scrutin; sa décision est sans appel.

Résultat
du scrutin.

12. Le représentant de l'Office transmet à l'Office le résultat du scrutin.

Égalité
des voix.

13. Au cas d'égalité des voix exprimées par les salariés d'une association, le président de cette association doit exprimer au président de l'Office, dans les cinq jours du scrutin, son choix en faveur du Conseil ou de la Fédération; ce choix est décisif.

Représenta-
tivité du
Conseil.

14. L'Office constate le degré de représentativité du Conseil en multipliant les pourcentages suivants:

1° le degré de représentativité établi dans le certificat délivré au Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (FTQ) en vertu de l'article 34 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

2° le pourcentage que représente l'addition de tous les salariés inscrits sur la liste de chacune des associations, établie en vertu de l'article 8, dans lesquelles la majorité des votants a exprimé son choix en faveur du Conseil par rapport au nombre total des salariés inscrits sur les listes établies par l'Office en vertu de l'article 8.

Représenta-
tivité de
la Fédéra-
tion.

15. L'Office constate le degré de représentativité de la Fédération en multipliant les pourcentages suivants:

1° le degré de représentativité établi dans le certificat délivré au Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (FTQ) en vertu de l'article 34 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

2° le pourcentage que représente l'addition de tous les salariés inscrits sur la liste de chacune des associations, établie en vertu de l'article 8, dans lesquelles la majorité des votants a

exprimé son choix en faveur de la Fédération par rapport au nombre total des salariés inscrits sur les listes établies par l'Office en vertu de l'article 8.

Certificat
de repré-
sentati-
vité.

16. L'Office délivre au Conseil et à la Fédération un certificat établissant son degré de représentativité et une liste de tous les salariés de chaque association dont la majorité des votants a exprimé son choix en sa faveur.

Effet.

Ce certificat est réputé avoir été délivré en vertu de l'article 34 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et prend effet le 22 mars 1981.

Carte aux
salariés.

17. L'Office fait parvenir à chaque salarié inscrit sur les listes qu'il a dressées en vertu de l'article 8, une carte portant mention notamment:

1° de ses nom et prénom;

2° de son numéro d'assurance sociale;

3° du nom du Conseil ou de la Fédération, selon le choix exprimé par la majorité des votants dans son association.

Effet.

Cette carte est réputée avoir été délivrée en vertu de l'article 36 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et prend effet le 22 mars 1981.

Absence
de scrutin.

18. Lorsqu'un scrutin n'a pas eu lieu à l'expiration du délai prévu à l'article 6 pour une association, l'Office:

1° délivre, conformément à l'article 17, une carte aux salariés représentés par une association qui a tenu un scrutin;

2° délivre, conformément à l'article 16, un certificat provisoire au Conseil et à la Fédération;

3° tient aux dates, de la manière et dans la forme prévues par règlement de l'Office avant le 4 avril 1981, un scrutin secret parmi les salariés représentés par une association pour laquelle un scrutin n'a pas été tenu.

Règlement
de l'Office.

Un règlement visé dans le paragraphe 3° entre en vigueur le jour de son approbation par le gouvernement et doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Nouveau
scrutin.

19. Lorsqu'un scrutin a été tenu en vertu du paragraphe 3° de l'article 18, l'Office délivre au Conseil et à la Fédération, conformément à l'article 16, un nouveau certificat et, conformément à l'article 17, une carte aux salariés représentés par une association pour laquelle un scrutin n'a pas été tenu.

Effet.

Un certificat ou une carte délivré en vertu du premier alinéa prend effet à compter du 12 avril 1981.

Entraves
à une
association.

20. Nul ne doit chercher de quelque manière à entraver les activités ou l'administration d'une association en vue de:

1° l'amener à se prononcer ou à s'abstenir de se prononcer en faveur du Conseil ou de la Fédération; ou

2° l'empêcher de participer au scrutin de la manière déterminée par l'association ou par la présente loi.

Infraction.

21. Commet une infraction quiconque:

1° use d'intimidation ou de menaces pour amener ou tenter d'amener un salarié apte à voter à un scrutin prévu par la présente loi, à faire connaître son choix ou à s'abstenir de faire connaître son choix en faveur du Conseil ou de la Fédération;

2° vote ou tente de voter sachant qu'il n'y a pas droit ou induit une personne à voter ou la fait voter sachant qu'elle n'y a pas droit;

3° fabrique ou utilise une fausse carte en vue d'un scrutin prévu par la présente loi;

4° contrevient à la présente loi ou à l'un de ses règlements.

Infraction
et peine.

22. Quiconque commet une infraction visée dans les articles 20 et 21 est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction:

1° dans le cas d'une union, d'une fédération, d'une confédération, d'une association ou d'un dirigeant, administrateur, agent ou conseiller d'un de ces organismes, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus trois mille dollars;

2° dans le cas d'un employeur ou d'une association d'employeurs ou d'une personne qui agit pour cet employeur ou cette association, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus trois mille dollars;

3° dans les autres cas, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus six cents dollars.

Poursuite.

23. Une poursuite pour contravention à la présente loi ou à l'un de ses règlements est intentée par le procureur général ou par toute personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

Subven-
tions.

24. Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre peut verser à l'Office des subventions aux fins des articles 6, 8, 9, 11, 12, 14 à 19 de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.